

Honneur aux pionniers de la justice et de la paix

Partage international n° [267](#) - Novembre 2010

Le Right Livelihood Award, aujourd'hui appelé communément « Prix Nobel alternatif », a été créé en 1980 par Jakob von Uexkull, essayiste, philatéliste et ancien membre du Parlement européen à la double nationalité suédoise et allemande. Il a vendu sa collection de timbres pour faire don du capital initial. Ce prix est décerné chaque année à quatre lauréats dans les locaux du Parlement suédois, les jours précédant la remise des Prix Nobel.

Il a pour objectif « d'honorer et soutenir ceux qui apportent des réponses pratiques et exemplaires aux défis les plus urgents auxquels nous devons faire face aujourd'hui », et qui pourraient être ignorés par le Comité Nobel.

Les lauréats pour l'année 2010 sont l'évêque brésilien Kräutler, « pour toute une vie d'engagement pour la défense des droits de l'homme et environnementaux auprès des populations indigènes, ainsi que pour ses efforts inlassables pour sauver la forêt amazonienne de la destruction » ; le népalais Shrikrishna Upadhyay, et son organisation Sapros pour « avoir démontré que la mobilisation citoyenne est une force puissante face aux multiples causes de la pauvreté » ; le nigérian Nnimmo Bassey, pour « avoir révélé dans toute leur étendue les horreurs écologiques et humaines liées à l'extraction du pétrole et pour son travail inspiré pour renforcer le mouvement écologiste au Nigéria et dans le monde » ; et l'organisation israélienne « Médecins pour les droits de l'homme-Israël », « pour leur travail inlassable en faveur du droit à la santé pour tous, en Israël et en Palestine »

La défense des droits de l'homme et de l'environnement en Amazonie

Erwin Kräutler est un évêque catholique passionné par la théorie de la libération. Il est l'un des défenseurs les plus ardents des droits des peuples indigènes. Il a aussi joué un rôle important en s'opposant à l'un des projets énergétiques les plus importants et les plus controversés d'Amérique du Sud, le barrage de Monte Belo.

Originaire d'Autriche, E. Kräutler est devenu prêtre en 1965 puis est parti au Brésil comme missionnaire. Il a travaillé dans la Vallée du Rio Xingu, dont la population comprend des peuples indigènes de divers groupes ethniques. Nommé évêque de Xingu en 1980, il a présidé le Conseil des missions indigènes (Cimi) de l'Eglise catholique du Brésil de 1983-1991, et occupe à nouveau ce poste depuis 2006. Pendant de nombreuses années, la population des peuples indigènes du Brésil a diminué, principalement à cause de la violence associée à l'appropriation des terres indigènes par l'industrie minière ou des projets énergétiques et industriels, l'agriculture, l'élevage, ou encore des projets militaires. Sous la présidence de E. Kräutler, le Cimi est devenu un des principaux défenseurs des droits des peuples indigènes, dont le droit de la terre. Il les aide à s'organiser et développe les services médicaux. En 1988, la pression intense du Cimi a permis l'introduction des droits des peuples indigènes dans la constitution brésilienne.

E. Kräutler continue aussi de travailler directement avec les peuples indigènes de Xingu, administrant des écoles, construisant des maisons pour les pauvres et un centre de la maternité et de l'enfance ; un centre (refugio) a aussi été créé pour accueillir les patients après un séjour à l'hôpital, ainsi que des services de secours d'urgence, d'aide juridique et de défense des droits des paysans en particulier pour la délimitation de leurs terres.

E. Kräutler milite depuis 30 ans contre le projet de construction de l'énorme barrage de Monte Belo sur la Rivière Xingu, qui détruirait 1 000 km² de forêt, inonderait un tiers du territoire de la ville d'Altamira, capitale de l'Etat du Para, et déplacerait 30 000 personnes.

La franchise de E. Kräutler le met en danger physique permanent. En octobre 1987, quelques mois avant que la décision d'accorder les pleins droits civiques aux peuples indigènes n'ait été prise à l'assemblée constituante, il a été gravement blessé dans un accident de voiture à l'origine douteuse. Depuis 2006, il bénéficie de la protection de la police 24 heures sur 24, depuis qu'il a exigé une enquête officielle après le meurtre en 2005 de la militante écologiste sœur Dorothy Stang, une de ses proches collaboratrices. Il a récemment reçu des menaces de mort pour son opposition au barrage de Monte Belo et pour avoir attaqué en justice un groupe criminel

impliqué dans l'abus sexuel de mineurs.

E. Kräutler a déclaré : *« Je suis convaincu qu'un autre monde est possible, dans lequel les peuples indigènes et les pauvres vivront finalement dans la dignité et la paix. »*

S'extraire de la pauvreté au Népal

Shrikrishna Upadhyay est un spécialiste du développement. Il a aidé plus d'un million de personnes des zones rurales du Népal à améliorer leurs conditions de vie. Il a montré que les pauvres peuvent s'extraire de leur condition s'ils se mobilisent et s'organisent. Il milite intensément pour une décentralisation des pouvoirs et a renforcé les communautés rurales népalaises malgré le conflit politique violent qui règne dans le pays.

En 1975, S. Upadhyay a collaboré à la création du Programme de développement de la petite paysannerie, qui a obtenu des résultats substantiels dans les secteurs du microcrédit, de l'approvisionnement en eau potable à bas coût, la plantation d'arbres, l'alphabétisation et l'éducation, tout cela grâce à la mobilisation citoyenne. En 1991, il a créé l'ONG Sapros (Activités de soutien aux producteurs pauvres du Népal). Sapros œuvre dans les régions les plus pauvres du Népal, un pays où 31 % de la population vit dans la pauvreté absolue, selon les chiffres officiels. L'objectif de l'organisation est de développer des institutions citoyennes autonomes qui permettent aux pauvres de gérer eux-mêmes les affaires qui les concernent.

Pour mener à bien ses nombreux projets, Sapros fournit des fonds, et la communauté fournit soit des fonds, soit de la main-d'œuvre. Grâce à cette approche, les actions de Sapros coûtent souvent beaucoup moins cher que d'autres projets de développement conventionnels. 235 000 familles ont bénéficié jusqu'ici de l'aide de Sapros.

Avant de travailler dans un nouveau village, Sapros rencontre les habitants afin d'identifier avec eux leurs traditions positives et négatives. Il faut ensuite analyser les causes premières de la pauvreté sur la base d'une enquête de terrain au sein du village destinée à identifier les ressources disponibles comme l'eau, la terre et les forêts, ainsi que le statut économique et social de la population. En demandant qui est riche et qui est pauvre dans le village et pourquoi il en est ainsi, ces enquêtes favorisent un processus de prise de conscience.

A partir de cette enquête, les villageois choisissent parmi eux un ou plusieurs délégués qui seront chargés de la mise en œuvre des projets. Sapros

propose des solutions techniques, assure la formation des délégués et trouve les sources de financement. Des monographies ont été créées sur des sujets comme l'irrigation, l'eau potable, la sylviculture et les routes rurales, qui sont utilisées par d'autres ONG, ainsi que par des agences internationales comme le Programme de développement des Nations unies. Sapros a réussi à conduire ce travail au Népal malgré l'insurrection maoïste qui agite violemment le pays.

Grâce à ces succès locaux, S. Upadhyay a pu créer une nouvelle institution pour généraliser son système dans le reste du pays : le Fonds de lutte contre la pauvreté. Il en est le directeur et le premier ministre népalais est son président. Le fonds, financé par le Fonds international de développement agricole et la Banque mondiale, aspire à donner aux villageois un accès direct aux sources de financement, avec des ONG et des collectivités locales intervenant comme intermédiaires et conseillers, mais en évitant la bureaucratie d'Etat.

S. Upadhyay a déclaré : *« Les pauvres doivent être traités comme des sujets du développement et pas comme des objets de développement ; il faut s'assurer que les ressources sont directement transférées aux structures organisationnelles qu'ils ont eux-mêmes mises en place à la suite d'un processus de mobilisation sociale rigoureux »*

La protection de l'environnement et des droits de l'homme au Nigéria

Nnimmo Bassey est devenu un des principaux défenseurs de l'Afrique en matière de droits de l'homme et d'environnement.

N. Bassey a co-fondé en 1993 l'ONG nigériane Era (Action pour les droits de l'environnement), pour dénoncer le désastre écologique et humain causé par les compagnies pétrolières dans son pays. ERA est aussi le représentant au Nigéria des Amis de la Terre international, le plus grand réseau écologiste au monde. En 2008, il a été élu membre du bureau des Amis de la Terre international.

Depuis 50 ans, des millions de litres de pétrole sont déversés chaque année dans le delta du fleuve Niger. N. Bassey affirme qu'on dénombre annuellement au moins 300 fuites de pétrole mineures ou majeures. La plupart des dégâts provoqués n'ont pas été nettoyés et les populations locales obtiennent rarement des dédommagements. L'espérance de vie dans le Delta du Niger est de 41 ans, alors qu'elle est de 48 ans sur l'ensemble du pays.

La compagnie pétrolière Shell affirme que 98 % de

ces fuites sont causées par des vols, par le vandalisme ou le sabotage par des militants et qu'elle fait tout pour que ces déversements soient nettoyés aussi vite que possible. Era et les populations locales imputent ces fuites aux conduites rouillées et à l'état de détérioration générale des équipements. Ils affirment en outre que les compagnies pétrolières tardent souvent à réagir. N. Bassey est convaincu que les dégâts causés par la production de pétrole sont beaucoup plus importants que les avantages qu'elle procure, et clame : « *Laissez le pétrole dans le sol !* »

Era a intenté des procès à des compagnies pétrolières au nom de nombreuses communautés du Nigéria pour faire reconnaître leur responsabilité dans les dégâts causés aux populations locales et à l'environnement.

Era assure aussi des formations au contrôle environnemental et apporte une aide légale aux communautés affectées. N. Bassey est personnellement impliqué dans ces contrôles ainsi que dans la formation à la communication des journalistes nigériens. Depuis 1996, N. Bassey et Era ont mené la campagne Oilwatch Africa, et depuis 2006, Oilwatch International, grâce à laquelle ils veulent mobiliser tous les peuples du monde qui sont affectés par les activités d'extraction de pétrole et de gaz.

« *Nous voyons que d'énormes efforts sont faits pour stopper l'écoulement du pétrole dans le Golfe du Mexique, mais les compagnies travaillant au Nigeria ne veulent pas voir les ravages causés par leur activité ; elles les cachent et détruisent sciemment l'environnement et la vie des populations. Le drame du puits de BP aux Etats-Unis est l'exemple de ce qui se produit quotidiennement dans les gisements de pétrole du Nigéria et d'autres régions de l'Afrique.* » (Nnimmo Bassey, cité dans *The Observer*, Royaume-Uni, le 30 mai 2010)

La protection du droit à la santé pour tous en Israël et en Palestine

PHRI (Médecins pour les droits de l'Homme - Israël) est un groupe de médecins israéliens et palestiniens qui œuvrent pour protéger les droits de l'homme, en particulier le droit à la santé, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. PHRI fait pression auprès du gouvernement israélien pour que tous les habitants d'Israël et de Palestine bénéficient du même accès aux services médicaux indépendamment de leur statut juridique, de leur nationalité, de leur appartenance ethnique ou de leur foi. PHRI offre aussi des soins de santé dans les zones où ils sont

insuffisamment assurés par les services publics.

PHRI a été fondé en 1988 par le docteur Ruchama Marton et d'autres médecins israéliens et palestiniens qui croient que « *chaque personne a droit à la santé au sens le plus large, selon les principes des droits de l'homme, de la justice sociale et du code déontologique médical* ».

Les activités du PHRI consistent à la fois à assurer des services médicaux aux populations défavorisées, à s'opposer à la bureaucratie qui empêche ces populations d'accéder aux services publics et à une réglementation politique et sociale répressive qui est à l'origine même du problème.

Le travail du PHRI est organisé selon plusieurs axes :

- Soins directs : une clinique mobile apporte des services médicaux dans les territoires palestiniens occupés ; des cliniques gynécologiques éduquent les Palestiniennes aux questions qui touchent à la santé de la femme ; enfin, une « clinique ouverte » à Jaffa reçoit plus de 100 patients chaque soir.

- Le département des prisons œuvre pour que les prisonniers aient accès aux soins de santé, et bénéficient d'un régime carcéral digne, sans torture et autres traitements inhumains.

- Le département des immigrés et sans-papiers fait campagne pour que tout résidant en Israël bénéficie de l'ensemble des droits sociaux (santé, assistance sociale et éducation) indépendamment de son statut juridique.

- Le département des personnes sans statut comprend la « Clinique ouverte », qui reçoit plus de 250 000 personnes sans état civil, des ouvriers étrangers et leurs familles, des demandeurs d'asile du monde entier, des femmes palestiniennes et des enfants qui ont perdu leur statut après la Loi sur la citoyenneté en 2003, des victimes du trafic d'êtres humains et beaucoup d'autres personnes vivant en Israël sans statut juridique.

- Le département des résidents en Israël milite pour un système de santé publique israélien plus efficace et plus juste, en éliminant les inégalités que subissent les résidents israéliens des régions périphériques, les citoyens arabes et les communautés les plus pauvres.

- Le département des territoires palestiniens occupés fait campagne pour alléger les difficultés extrêmes que rencontrent les résidents des territoires occupés quand ils doivent traverser des points de contrôle pour raisons médicales.

Selon le fondateur Ruchama Marton : « *Le travail principal du PHRI est de lutter contre des maux qui résultent davantage des actions humaines que de virus ou de microbes.* »

Sources : www.rightlivelihood.org

Thématiques : [Société](#), [environnement](#)

Rubrique : [Divers](#) ()